

Contact presse :

Erich Möck
badenova AG & Co. KG
- Responsable communication de l'entreprise -
Téléphone 0761 279-3040
Télécopie 0761 279-3043
erich.moeck@badenova.de
www.badenova.de

Maria Quignon
**Zweckverband Bodensee-
Wasserversorgung**
- Presse et relations publiques -
Tél. 07551 / 833 156
Fax 07551 / 833 155
maria.quignon@zvbww.de
www.zvbww.de

awbr@badenova.de

A W B R



Arbeitsgemeinschaft
Wasserwerke
Bodensee-Rhein



72 services d'eau de cinq pays

Châtenois, le 19.06.2009

Communiqué de presse

L'AWBR réclame une parfaite transparence du projet de stockage de gaz de Gaz de France Les rejets de sel polluent le Rhin

À l'occasion de la 41^e réunion annuelle de la Communauté des services des eaux du lac de Constance et du Rhin à Châtenois en France, les responsables de l'économie de l'eau expriment leur inquiétude face à un projet actuel de Gaz de France. L'entreprise prévoit, en effet, l'aménagement de vastes réservoirs de gaz entre Colmar et Mulhouse, ce qui aurait des répercussions considérables et à long terme sur la qualité de l'eau du Rhin. Ce sont notamment les risques de rejet de saumure hautement concentrée pendant de longues années et d'une possible charge en métaux lourds qui ont incité les protecteurs de l'eau à intervenir. L'AWBR et les entreprises qui y sont affiliées ont pour vocation de lutter pour la protection de l'eau du Rhin qui constitue la base de l'approvisionnement en eau de millions de personnes entre la source du fleuve et la Hollande. L'AWBR compte soixante-douze entreprises dans cinq pays, dont de nombreux distributeurs d'eau en Alsace.

Gaz de France (GDF), l'une des plus grandes sociétés de distribution de gaz d'Europe, projette de construire de vastes réservoirs de gaz en Alsace. Nature du projet : on envisage de créer, par injection d'eau, des cavités artificielles afin de stocker du gaz dans les importantes couches de sel et de potasse de la région du Rhin supérieur. Traditionnellement utilisés pour l'exploitation commerciale de la potasse, ces sites sont parfaitement adaptés, sur le plan géologique, au stockage du gaz. Imperméables vers le haut, les couches de sel retiennent le méthane hermétiquement et en toute fiabilité. But du projet : comme de nombreux autres pays d'Europe occidentale, la France souhaite limiter sa dépendance vis-à-vis des fluctuations de fournitures de gaz naturel à court terme en étendant systématiquement ses capacités de stockage au niveau national.

En soi, l'aménagement de réservoirs de gaz ne pose aucun problème pour la distribution d'eau dans le Rhin supérieur. Si l'AWBR et le groupe de travail du Rhin supérieur, sous la direction de Jean-Pierre Losser de Guebwiller, se posent ici en observateurs critiques, c'est que la technique envisagée pour la réalisation des cavernes artificielles comporte des risques. Selon les plans de GDF, il est en effet prévu d'injecter de l'eau, pendant des années, dans les dômes de sel et de rejeter la saumure hautement concentrée dans le Rhin. Pour le fleuve, il en résulterait une charge en sel supplémentaire durant une période prolongée, dont les effets se feraient sentir jusqu'à son embouchure à Rotterdam.

Dans le cadre des études préalables, GDF affirme que les concentrations restent dans les limites autorisées par les réglementations internationales – les Pays-Bas ayant tout particulièrement souffert des charges de sel résultant de l'exploitation de potasse en Alsace. Le rejet de saumure dans le Rhin constitue la solution d'élimination la moins coûteuse dénonce Johann-Martin Rogg, le président de l'AWBR. Il semble que l'on soit prêt à accepter une contamination du Rhin de longue durée au détriment des habitants. En principe, il existe d'autres techniques, néanmoins plus coûteuses. L'AWBR souhaite que l'on examine sérieusement d'autres possibilités. Les services d'eau réclament donc une grande transparence de la procédure, notamment en ce qui concerne les solutions existantes. Jusqu'à présent, l'AWBR a été tenue informée, ce dont elle se félicite expressément. En l'état actuel du projet, la réalisation des cavernes devrait commencer en 2012 et se prolonger jusqu'en 2020. Selon GDF, il n'y a aucun risque de lixiviation de métaux lourds compte tenu de la lenteur du processus qui leur permet de se déposer et donc de rester sur place.

GDF a annoncé une présentation approfondie du projet d'ici la fin de l'année, présentation attendue avec grand intérêt par l'AWBR. Il est trop tôt encore et les informations sur le projet sont trop incomplètes pour pouvoir procéder à une évaluation exhaustive des plans de GDF du point de vue de la protection de l'eau. Et Johann-Martin Rogg de conclure : « Nous ne voulons pas jeter la pierre trop vite à un projet qui a certainement tout son sens sur le plan de la gestion de l'énergie. Nous allons cependant insister sur une transparence suffisante et attendons des informations complètes sur l'incidence du projet sur l'eau. » Avant d'ajouter qu'à l'avenir, « les mesures réalisées par l'AWBR veilleront à relever avec exactitude d'éventuelles charges en sel dans le Rhin ».

Qu'est-ce que l'AWBR ?

Fondée en 1968, l'AWBR représente les intérêts de tous les services d'eau depuis la source du Rhin à Strasbourg et Mannheim.

Elle compte aujourd'hui soixante-douze membres de cinq pays : la Suisse, le Liechtenstein, l'Autriche, la France et l'Allemagne.

Elle représente un approvisionnement en eau de 10 millions de personnes, soit une consommation annuelle de 400 millions de mètres cubes.

Les plus grandes sociétés d'eau sont : la Wasserversorgung Zürich, l'IWB Basel, la Bodenseewasserversorgung Stuttgart, badenova Freiburg, les Stadtwerke Karlsruhe, MVV Mannheim et la Communauté urbaine de Strasbourg. MVV.

Sa mission principale : préserver ou rétablir des conditions garantissant que l'eau et l'eau potable soient des produits naturels de haute qualité.

Les moyens qu'elle utilise pour cela : défendre les intérêts de l'économie de l'eau auprès des autorités concernées, ainsi que des instances politiques et administratives.

